

"Nos mesures fiscales visent à encourager l'offre de travail"

Propos recueillis par Rémi Godeau, Béatrice Taupin et Philippe Reclus

Figaro Economie du 26 septembre 2003

ENTRETIEN Le ministre délégué au Budget s'explique sur les choix du gouvernement pour l'année prochaine

LE FIGARO ÉCONOMIE. – C'est le premier budget que la majorité peut revendiquer à 100%. Bâti sous fortes contraintes, quel message souhaitez-vous faire passer en priorité ?

Alain Lambert. – Il tient en trois mots : encourager le travail. Notre ambition est de restaurer la primauté et la dignité du travail. En réduisant les prélèvements obligatoires, nous faisons le choix de préserver le fruit des efforts des Français dans un moment où la France a besoin de la force de chacun. Voilà pourquoi l'impôt sur le revenu baissera de 3% pour encourager les 16 millions de foyers qui l'acquittent. Fin 2004, ce sont donc 10% de revenus qui auront été rendus aux contribuables. A l'adresse de 8 millions de foyers plus modestes, la prime pour l'emploi sera revalorisée. Et puis la baisse des charges sera poursuivie, à hauteur de 1,2 milliard d'euros. Je pourrais aussi évoquer le crédit d'impôt famille, la réduction de TVA pour les travaux d'entretien et les services à la personne ou les mesures sur l'emploi à domicile. Au total, 3,3 milliards d'euros seront ainsi consacrés aux ménages. Tout cela converge pour favoriser le travail et l'initiative.

Pourtant, le doute traverse votre majorité. Elle vous reproche l'augmentation de la taxe sur le gazole. Cette hausse n'est-elle pas une erreur ?

Il est toujours plus difficile de gouverner avec le vent de face qu'avec le vent dans le dos. Sur vingt-trois mesures fiscales, il s'agit de la seule hausse ! Je pose la question à ceux qui critiquent aujourd'hui ce rattrapage : quelle sera la conséquence de cette hausse sur le prix du gazole à la pompe ? Eh bien, compte tenu de la variation du prix du pétrole et de la parité entre l'euro et le dollar, le litre de diesel sera moins cher qu'en mars 2003, de dix centimes... Compte tenu du contexte, l'impact sur le portefeuille des automobilistes sera nul ou presque. Voilà la vérité ! Par ailleurs, en regard de cette hausse, nous réintroduisons dans le budget 1,5 milliard d'euros pour Réseau ferré de France qui n'était pas financé par nos prédécesseurs.

Défendez-vous avec la même ardeur la limitation de la durée du versement aux chômeurs en fin de droits de l'allocation spécifique de solidarité, aussi très critiquée ?

Entendez-moi bien. Pour moi, le chômage doit être une exception. Rien ne serait pire que d'abandonner des Français privés d'emploi en échange d'une indemnisation. Ce qu'il faut, c'est leur donner la clé pour sortir du chômage plutôt que de les maintenir dans une situation d'assistance.

Il n'empêche, cette mesure est-elle opportune alors que le chômage augmente et tout particulièrement le chômage de longue durée ?

Soit on estime que le travail est un élément de la dignité de la personne humaine, soit qu'il constitue une punition, une aliénation qui justifie le versement de ressources de survie. Mon choix est fait : chaque personne doit avoir une chance d'occuper un emploi ou une activité. Je suis frappé de la facilité intellectuelle avec laquelle les Français

acceptent qu'une fraction d'entre eux n'ait pas accès à l'emploi et se donnent bonne conscience en finançant l'assistance.

Ne fallait-il donc pas réformer dès cette année la prime pour l'emploi ?

De fait, la PPE ne remplit que très imparfaitement son objectif d'inciter à la reprise d'un poste. La réforme est techniquement difficile, mais je ne désespère pas de trouver un moyen d'intégrer la prime dans la feuille de paie. En attendant, nous améliorons le dispositif. En 2003, le temps partiel a été mieux pris en compte. En 2004, un acompte de 250 euros sera versé dès le sixième mois de la reprise d'activité.

Avec un déficit budgétaire prévu à 55,5 milliards pour l'Etat et à 11,1 milliards pour la Sécurité sociale, comment être crédible lorsque vous parlez de discipline budgétaire ?

Oui, les finances publiques sont très dégradées. Mais il faut distinguer l'Etat et la Sécurité sociale. La maîtrise des dépenses budgétaires est réelle. C'est un combat, j'y veille chaque jour. Pour la deuxième année consécutive, les crédits des ministères ne progresseront pas en volume. Et cette règle sera maintenue sur la durée de la législature. Mais je ne peux rien faire contre le ralentissement économique qui mine les recettes fiscales. En 2003, les moins values fiscales devraient atteindre 7,6 milliards d'euros.

De même, la Sécurité sociale fait face à une diminution de ses recettes. Mais s'y ajoute un dérapage sans précédent des dépenses qui doit interpeller chaque prescripteur et chaque Français. On ne peut pas laisser aux générations futures un déficit de 11,1 milliards sans inciter chacun à prendre plus de responsabilités. En 2004, nous faisons en sorte de stabiliser le déficit ou presque. Prendre en même temps des mesures pour refaire le retard pris ne pourrait que décourager les Français. Il faut qu'ils gardent espoir et en même temps qu'ils prennent conscience que la situation de l'assurance-maladie est très dégradée. Nous avons un an pour trouver les bons instruments de responsabilisation.

Si la croissance revient, à quoi doivent être affectées les plus values fiscales ?

Comme l'a indiqué le premier ministre, les bonnes surprises tirées d'un regain de la croissance doivent être consacrées à la réduction du déficit.

N'êtes-vous pas déçu par le comportement des ministres, peu enclins à moderniser leurs administrations et à réduire leurs dépenses ?

Mon souhait est que les ministres gestionnaires s'attachent à expliquer leurs actions, plutôt qu'à exhiber des hausses de crédits. Cette année, nous avons pris le parti de ne pas afficher les progressions ou les baisses de crédits ministère par ministère. Une manière de montrer que l'important n'est pas là. Il faut arrêter de croire qu'une action crédible revient à dépenser des millions. C'est le degré zéro de la politique. Au cours du débat parlementaire cette année, les ministres parleront de leurs réformes pour dépenser moins et mieux.

Allez-vous, comme cette année, constituer une réserve de crédits gelés, et annulés en cas de dérapage ?

Ces crédits n'ont pas été mis en réserve pour limiter les dépenses des ministères, mais pour faire en sorte que le niveau des dépenses voté par les parlementaires ne soit pas dépassé d'un euro. Mais je crois que la vraie modernisation budgétaire consiste à convaincre les ministres d'accepter une baisse de leurs crédits en échange d'une exonération de régulation. Il faut répéter que le niveau des dépenses rapporté au PIB est en France de six points supérieur à la moyenne européenne. C'est énorme !

Alors pourquoi ne pas avoir fait un geste plus fort sur la réduction des effectifs de la fonction publique ?

Mais l'effort est conséquent. Dans beaucoup de ministères, le principe du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux a été adopté. En 2004, ce sont ainsi 9 739 fonctionnaires partis à la retraite qui ne seront pas remplacés. Certes, nous créerons dans le même temps 5 178 emplois dans les ministères prioritaires. Mais 4 561 suppressions nettes de poste, c'est cinq fois plus qu'en 2003. En trente ans, jamais deux budgets successifs n'ont réalisé de baisses d'effectifs.

Dans ces conditions, est-il crédible de parler de discipline budgétaire ?

Il s'agit bien de discipline et non pas de rigueur. Nos mesures fiscales visent à encourager l'offre de travail. Tant pour les ménages que pour les entreprises, avec la réforme du crédit d'impôt-recherche, le report illimité des pertes ou encore les incitations en faveur des jeunes entreprises. Ces mesures sont favorables à la consommation et à l'investissement.

La prévision de croissance pour 2004, 1,7%, n'est-elle pas optimiste alors que nombre d'analystes estiment fragile la reprise aux Etats-Unis ?

Au contraire, nous avons fait preuve de prudence. Je constate d'ailleurs que cette hypothèse ne provoque pas de polémique. Je crois à une reprise progressive par hausse de la consommation, car le taux d'épargne demeure élevé, et de l'investissement, car les entreprises ont assaini leurs comptes. Je suis confiant. Et puis j'ai la maladie des séries. Après la récession de 1993, la croissance a bondi de 2,5%. Nous ne resterons pas dans ce cycle baissier.

Ne comptez-vous pas trop sur la croissance pour revenir dans les clous du pacte de stabilité ?

Pas du tout. Le projet de budget met la France en état de répondre aux exigences liées à notre appartenance à la zone euro. Je souhaite que notre pays respecte ses engagements. A la seule condition de ne pas précipiter notre économie dans la récession. La commission européenne ne se contente pas de regarder le solde, c'est-à-dire le déficit. Elle regarde les composantes du budget. Or Bruxelles constate que les dépenses de l'Etat sont tenues. En revanche, elle s'inquiète de la perte de contrôle des dépenses de santé.

Vous savez, notre pays ne souffre que d'un mal : trop de dépenses, à hauteur de 6 points de PIB de plus que nos voisins européens pour un service aux Français qui n'est pas forcément meilleur. Le problème n'est pas l'insuffisance des recettes, mais plutôt cet excès de dépenses. Voilà pourquoi il est crucial d'associer les citoyens à l'effort par une réduction de l'impôt. Le déchirement philosophique pour savoir s'il fallait baisser l'impôt sur le revenu de 1%, 2% ou 3% était surréaliste. Entre 1% et 3%, la différence est de 1,1 milliard quand les moins values fiscales atteignent 7,6 milliards en 2003. Au-delà du débat comptable, ma conviction est qu'il faut encourager les Français dans l'effort.

Mille milliards de dette, un budget déficitaire pour la trentième année consécutive... Votre marge de manoeuvre n'est-elle pas quasi nulle ?

Je n'ai pas été construit avec la moindre once de résignation. Je crois que l'on peut dessiner le monde selon sa volonté. Oui, les différents seuils d'alerte que vous évoquez constituent une menace sur l'avenir. Mais les Français ont l'aptitude à reprendre leur destin en main. C'est l'invitation que je leur lance. Bernanos écrivait : *«Tout au long de la nuit, je marche avec confiance parce que je sais qu'au bout naîtra une nouvelle aurore.»* Je crois à la nouvelle aurore. Je compte sur les parlementaires pour faire de ce projet de budget, celui d'un nouveau départ.